ANNEXE

DÉFINITION DES ZONES CLIMATIQUES

	Zone.		Zone.
1 Ain	H 1	49 Maine-et-Loire	H 2
2 Aisne	H 1	50 Manche	H 2
3 Allier	H 1	51 Marne	H 1
4 Alpes-de-Haute-Provence	H 2	52 Haute-Marne	H 1
5 Hautes-Alpes	H 1	53 Mayenne	H 2
6 Alpes-Maritimes	H 3	54 Meurthe-et-Moselle	H 1
7 Ardèche	H 2	55 Meuse	H 1
8 Ardennes	H 1	56 Morbihan	H 2
9 Ariège	H 2	57 Moselle	H 1
10 Aube	H 1	58 Nièvre	H 1
11 Aude	H 3	59 Nord	H 1
12 Aveyron	H 2	60 Oise	H 1
13 Bouches-du-Rhône	H 3	61 Orne	H 1
14 Calvados	H 1	62 Pas-de-Calais	H 1
15 Cantal	H 1	63 Puy-de-Dôme	H 1
16 Charente	H 2	64 Pyrénées-Atlantiques	H 2
17 Charente-Maritime	H 2	65 Hautes-Pyrénées	H 2
18 Cher	H 2	66 Pyrénées-Orientales	H 3
19 Corrèze	H 1	67 Bas-Rhin	H 1
20 Corse	H 3	68 Haut-Rhin	H 1
21 Côte-d'Or	H 1	69 Rhône	H 1
22 Côtes-du-Nord	H 2	70 Haute-Saône	H 1
23 Creuse	H 1	71 Saône-et-Loire	H 1
24 Dordogne	H 2	72 Sarthe	H 2
25 Doubs	H 1	73 Savoie	H 1
26 Drôme	H 2	74 Haute-Savoie	H 1
27 Eure	H 1	75 Paris	H 1
28 Eure-et-Loir	H 1	76 Seine-Maritime	H 1
29 Finistère	H 2	77 Seine-et-Marne	H 1
30 Gard	H 3	78 Yvelines	H 1
31 Haute-Garonne	H 2	79 Deux-Sèvres	H 2
32 Gers	H 2	80 Somme	H 1
33 Gironde	H 2	81 Tarn	H 2
34 Hérault	H 3	82 Tarn-et-Garonne	H 2
35 Ille-et-Vilaine	H 2	83 Var	H 3
36 Indre	H 2	84 Vaucluse	H 2
37 Indre-et-Loire	H 2	85 Vendée	H 2
38 Isère	H 1	86 Vienne	H 2
39 Jura	H 1	87 Haute-Vienne	H 1
40 Landes	H 2	88 Vosges	H 1
41 Loir-et-Cher	H 2	89 Yonne	H 1
42 Loire	H 1	90 Territoire de Belfort	H 1
43 Haute-Loire	H 1	91 Essonne	H 1
44 Loire-Atlantique	H 2	92 Hauts-de-Seine	H 1
45 Loiret	H 1	93 Seine-Saint-Denis	H 1
46 Lot	H 2	94 Val-de-Marne	H 1
47 Lot-et-Garonne	H 2	95 Val-d'Oise	H 1
48 Lozère	H 2		

Toutefois, les constructions situées à plus de 800 mètres d'altitude sont en zone H 1 lorsque le département est indiqué comme étant en zone H 2; et elles sont en zone H 2 lorsque le département est indiqué comme étant en zone H 3.

Dispositions relatives à l'aération des logements.

Le ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie, le ministre de la santé et le ministre de l'urbanisme et du logement,

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R. 111-9;

Vu l'arrêté du 22 octobre 1969 relatif aux conduits de fumée desservant les logements;

Vu l'arrêté du 6 octobre 1978 relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur;

Vu l'arrêté du 24 mars 1982 relatif aux équipements et caractéristiques thermiques des bâtiments d'habitation;

Vu l'avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — L'aération des logements doit pouvoir être générale et permanente au moins pendant la période où la température extérieure oblige à maintenir les fenêtres fermées. Toutefois dans les bâtiments soumis à un isolement acoustique renforcé, en application de l'arrêté du 6 octobre 1978, l'aération doit pouvoir être générale et permanente en toute saison.

La circulation de l'air doit pouvoir se faire principalement par entrée d'air dans les pièces principales et sortie dans les pièces de service.

L'aération permanente peut être limitée à certaines pièces dans les cas et suivant les conditions définies au chapitre II.

CHAPITRE I^{er}

Aération générale et permanente.

Art. 2. — Le système d'aération doit comporter :

Des entrées d'air dans toutes les pièces principales, réalisées par des orifices en façades, des conduits à fonctionnement naturel ou des dispositifs mécaniques;

Des sorties d'air dans les pièces de service, au moins dans les cuisines, les salles de bains ou de douches et les cabinets d'aisances, réalisées par des conduits verticaux à tirage naturel ou des dispositifs mécaniques. En installation collective de ventilation, si une pièce de service possède une sortie d'air mécanique, toutes les autres pièces de service doivent en posséder une.

L'air doit pouvoir circuler librement des pièces principales vers les pièces de service.

Une pièce à la fois principale et de service, telle qu'une chambre ayant un équipement de cuisine, doit comporter une entrée et une sortie d'air, réalisées comme indiqué ci-dessus.

Art. 3. — Les dispositifs de ventilation, qu'ils soient mécaniques ou à fonctionnement naturel, doivent être tels que les exigences de débit extrait, définies ci-dessous, soient satisfaites dans les conditions climatiques moyennes d'hiver.

Les débits extraits dans chaque pièce de service doivent pouvoir atteindre, simultanément ou non, les valeurs données dans le tableau ci-après en fonction du nombre de pièces principales du logement :

NOMBRE de pièces principales du logement.	DÉBITS EXTRAITS EXPRIMÉS EN M ³ /H				
	Cuisine.	Salle de bains ou de douches commune ou non avec un cabinet d'aisances.	Autre salle d'eau.	Cabinet d'aisances.	
				Unique.	Multiple.
1	75	15	15	15	15
2	90	15	15	15	15
3	105	30	15	15	15
4	120	30	15	30	15
5 et plus.	135	30	15	30	15

Dans les logements ne comportant qu'une pièce principale, la salle de bains ou de douches et le cabinet d'aisances peuvent avoir, s'ils sont contigus, une sortie d'air commune située dans le cabinet d'aisances. Le débit d'extraction à prendre en compte est de 15 mètres cubes par heure.

En cas d'absence de cloison entre la salle de séjour et une chambre, la pièce unique ainsi créée est assimilée à deux pièces principales.

Si, de construction, une hotte est raccordée à l'extraction de la cuisine, un débit plus faible est admis. Il est déterminé, en fonction de l'efficacité de la hotte, suivant des modalités approuvées par le ministre chargé de la construction et de l'habitation et le ministre chargé de la santé.

Des cabinets d'aisances sont considérés comme multiples s'il en existe au moins deux dans le logement, même si l'un d'entre eux est situé dans une salle d'eau.

Art. 4. — Des dispositifs individuels de réglage peuvent permettre de réduire les débits sous les conditions suivantes :

Le débit total extrait est au moins égal à la valeur donnée par le tableau suivant :

Nombre de pièces princi- pales	1	2	3	4	5	6	7
Débit total minimal en m ³ /h ..	35	60	75	90	105	120	135

Le débit réduit de cuisine est au moins égal à :

20 m³/h dans les logements d'une pièce principale;

30 m³/h dans les logements de deux pièces principales;

45 m³/h dans les logements de trois pièces principales et plus.

Art. 5. — Les entrées d'air, complétées par la perméabilité des ouvrants, doivent permettre d'obtenir les débits définis à l'article 3.

CHAPITRE II

Aération permanente pouvant être limitée à certaines pièces.

Art. 6. — Pour les maisons individuelles isolées, jumelées ou en bande, situées dans les zones climatiques H 2 et H 3 définies en annexe de l'arrêté du 24 mars 1982 relatif aux équipements et